

Unité départementale du Loiret
3, rue du Carbone
45072 ORLEANS CEDEX 2

Orléans, le 06/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



CAPROGA

Les Fiettes

45290 NOGENT SUR VERNISSON

Références : EB 395/2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2022 dans l'établissement CAPROGA implanté Les Fiettes 45290 NOGENT SUR VERNISSON. L'inspection a été annoncée le 07/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAPROGA
- Les Fiettes 45290 NOGENT SUR VERNISSON
- Code AIOT dans GUN : 0010004183
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement exploité par la société C.A.PRO.GA. La Meunière est réglementé notamment au travers de l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2020.

Sur ce complexe céréalier implanté au lieu-dit « Les Fiettes » à NOGENT-SUR-VERNISSON, la société C.A.PRO.GA. La Meunière exploite les activités suivantes :

- rubrique 2160-1b, stockage de céréales en silos plats ; (régime de l'enregistrement)
- rubrique 4718-2, stockage de gaz inflammables liquéfiés ; (régime de la déclaration).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des suites de la visite précédente du 07/06/2019,
- Cessation partielle d'activité et plan de gestion,
- Echéances de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/01/2020,

- Risques accidentels relatifs à l'exploitation des silos,
- Equipements sous pression.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Point 2-Gestion suites visite 07/06/2019-Contrôle eaux pluviales	AP Complémentaire du 17/01/2020, article Art. 4.3.11 et 9.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Point 3-Gestion suites visite 07/06/2019-bruit	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 6.2.2, 6.2.3 et 9.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription
point 5-Cessation d'activité partielle	Code de l'environnement du 20/06/2022, article Art. R. 512-39-1	/	Mise en demeure, respect de prescription
point 6-plan de gestion pollution	AP Complémentaire du 17/01/2020, article Art. 1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Point 11-Gestion suites visite 07/06/2019-état des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 2.1.1, 4.2.3 et 7.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Point 13-Gestion suites visite 07/06/2019-mise à la terre réservoir GPL	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Art. 2.8	/	Mise en demeure, respect de prescription
Point 14-Détection de gaz réservoir GPL	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Art. 2. 13.A et 4.2.C	/	Mise en demeure, respect de prescription
Point 15-Système d'aspersion réservoir GPL	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Art. 4.2.C	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point 5bis - Porter à connaissance	Code de l'environnement du 20/06/2022, article Art. R. 181-46.II	/	Sans objet
Point 9-Liste ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 6.III	/	Sans objet
Point 16-Gestion suites visite 07/06/2019-surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Art. 3.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point 18-Echéance système aspersion séchoir	AP Complémentaire du 17/01/2020, article Chapitre 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point 1-Gestion suites visite 07/06/2019-Mesure poussière	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 3.2.4	/	Sans objet
Point 4-Gestion suites visite 07/06/2019-magasin d'engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Art 2.9	/	Sans objet
Point 7-Gestion suites visite 07/06/2019-plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 7.7.5	/	Sans objet
Point 8-Gestion suites visite 07/06/2019-ESP	Code de l'environnement du 20/06/2022, article R.557-14-1	/	Sans objet
Point 10-plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 4.2.2	/	Sans objet
Point 12-Gestion suites visite 07/06/2019-antenne et relais	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 7.3.4.1	/	Sans objet
Point 17-Echéance étude mise en conformité séchoir	Arrêté Préfectoral du 17/01/2020, article Chapitre 2	/	Sans objet
Point 19-Entretien et contrôle périodique séchoir	AP Complémentaire du 17/01/2020, article Art. 8.3.3.1	/	Sans objet
point 20-entretien des moyens d'intervention	AP Complémentaire du 17/01/2020, article Art. 7.7.2	/	Sans objet
Point 21-asservissement aspiration/manutention	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 8.2.3.2	/	Sans objet
Point 22-Inspection et requalification périodique du réservoir de GPL	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 15 et 18	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Point 1-Gestion suites visite 07/06/2019-Mesure poussière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES
Prescription contrôlée : Les rejets issus du système d'aspiration centralisé doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O ₂ précisée dans le tableau ci-après Poussières : Conduits n°1,2, 4 et 5 : 40 mg/Nm ³ ; Conduit n°3 : 100 mg/Nm ³
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant a présenté un nouveau contrôle de mesure de poussières réalisé les 24 et 25 novembre 2020 par l'APAVE. Aucun dépassement de VLE n'est mentionné. L'exploitant a précisé que l'élément défaillant ayant entraîné les dépassements 2019 était le nettoyeur. Ce dernier a depuis été remplacé. Le rapport mentionne le contrôle des émissions au niveau de 3 conduits (aspiration chargement train, aspiration générale silo et assainissement). Les deux autres conduits ont fait l'objet d'un contrôle des émissions atmosphériques sur la poussière les 24 et 25 janvier 2020. Le rapport de vérification a été examiné lors de l'analyse des suites de la visite précédente. Aucune anomalie n'était mentionné dans ce rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 2-Gestion suites visite 07/06/2019-Contrôle eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2020, article Art. 4.3.11 et 9.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, VALEURS LIMITES D'EMISSIONS DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

Prescription contrôlée :
Art. 4.3.10:EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES
Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.
Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Paramètre	Concentration maximale (mg/L)
HCT	5
DBO5	25
DCO	90
MES	30
Azote global (NH ₄)	15
Phosphore total (P ₂ O ₅)	1

Art. 4.3.11 :VALEURS LIMITES D'EMISSIONS DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

Référence des rejets vers le milieu récepteur : N° 6 à 12 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5.) ».

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

<i>Paramètre</i>	<i>Concentration maximale (mg/l)</i>
<i>DBO₅</i>	<i>25</i>
<i>DCO</i>	<i>90</i>
<i>MES</i>	<i>30</i>

Référence des rejets vers le milieu récepteur : N° 5 et 13 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5.).

Art. 9.2.2-AUTO-SURVEILLANCE DES EAUX PLUVIALES

Fréquences, et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions suivantes sont mises en oeuvre :

<i>Paramètres</i>	<i>Auto-surveillance assurée par l'exploitant</i>	
	<i>Type de suivi</i>	<i>Méthode d'analyse</i>
<i>Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur : N° 5 et 13 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5.)</i>		
<i>DCO</i>	<i>Ponctuel - triennal</i>	<i>Selon les normes de référence prévues par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009, relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE, ou par tout texte ultérieur s'y substituant.</i>
<i>DBO₅</i>	<i>Ponctuel - triennal</i>	
<i>MES</i>	<i>Ponctuel - triennal</i>	

<i>Paramètres</i>	<i>Auto-surveillance assurée par l'exploitant</i>	
	<i>Type de suivi</i>	<i>Méthode d'analyse</i>
<i>Eaux pluviales issues des rejets vers le milieu récepteur : N° 6 à 8, 11 et 12 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5.)</i>		
<i>pH</i>	<i>Ponctuel - triennal</i>	<i>Selon les normes de référence prévues par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009, relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE, ou par tout texte ultérieur s'y substituant.</i>
<i>DCO</i>	<i>Ponctuel - triennal</i>	
<i>DBO₅</i>	<i>Ponctuel - triennal</i>	
<i>MES</i>	<i>Ponctuel - triennal</i>	
<i>Azote global</i>	<i>Ponctuel - triennal</i>	
<i>Phosphore total</i>	<i>Ponctuel - triennal</i>	
<i>Hydrocarbures totaux</i>	<i>Ponctuel - triennal</i>	

<i>Paramètres</i>	<i>Auto-surveillance assurée par l'exploitant</i>	
	<i>Type de suivi</i>	<i>Méthode d'analyse</i>
<i>Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur : N° 10 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5.)</i>		
<i>pH</i>	<i>Ponctuel - annuel</i>	<i>Selon les normes de référence prévues par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009, relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE, ou par tout texte ultérieur s'y substituant.</i>
<i>DCO</i>	<i>Ponctuel - annuel</i>	
<i>DBO₅</i>	<i>Ponctuel - annuel</i>	
<i>MES</i>	<i>Ponctuel - annuel</i>	
<i>Azote global</i>	<i>Ponctuel - annuel</i>	
<i>Phosphore total</i>	<i>Ponctuel - annuel</i>	
<i>Hydrocarbures totaux</i>	<i>Ponctuel - annuel</i>	

<i>Paramètres</i>	<i>Auto-surveillance assurée par l'exploitant</i>	
	<i>Type de suivi</i>	<i>Méthode d'analyse</i>
<i>Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur : N° 9 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5.)</i>		
<i>pH</i>	<i>Avant chaque vidange</i>	<i>Selon les normes de référence prévues par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009, relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE, ou par tout texte ultérieur s'y substituant.</i>
<i>DCO</i>	<i>Avant chaque vidange</i>	
<i>DBO₅</i>	<i>Avant chaque vidange</i>	
<i>MES</i>	<i>Avant chaque vidange</i>	
<i>Azote global</i>	<i>Avant chaque vidange</i>	
<i>Phosphore total</i>	<i>Avant chaque vidange</i>	
<i>Hydrocarbures totaux</i>	<i>Avant chaque vidange</i>	

Constats : C1 : L'exploitant ne réalise pas le contrôle des eaux pluviales avant rejet dans le milieu récepteur.

Observations : L'exploitant indique ne pas encore avoir réalisé les mesures des rejets eaux sur les points de rejet mentionnés dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant indique attendre qu'il y ait suffisamment de pluie pour pouvoir faire les prélèvements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 3-Gestion suites visite 07/06/2019-bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 6.2.2, 6.2.3 et 9.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des émissions sonores

Prescription contrôlée :

Art. 6.2.2 :VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Art. 6.2.3:NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Art. 9.2.4 :AUTO-SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les trois ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle est effectué durant une période d'activité intense, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées peut demander.

Constats : C2 : L'exploitant ne réalise pas de contrôle des émissions sonores de ses installations.

Observations : L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de mesure des émissions sonores depuis la visite précédente du 07/06/2019 malgré l'identification des dépassements des valeurs en ZER et en limite de propriété. En effet, l'exploitant a indiqué a posteriori de la visite avoir signé le devis de la prestation en août 2021 mais ne pas l'avoir transmis au prestataire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 4-Gestion suites visite 07/06/2019-magasin d'engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Art 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, magasin d'engrais
Prescription contrôlée : Art. 2.9 Le sol des aires de stockage extérieur et des magasins de stockage, de chargement et de déchargement est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. [...] Art. 2.10 L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais du fait de leur entraînement par les eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction. Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis au point 4.3.2. [...]
Constats : conforme/magasin d'engrais plus exploité
Observations : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le magasin d'engrais n'était plus exploité. Les cases étaient vides exceptées 2 cases contenant des déchets de poussières. Les constats non soldés de la visite précédente sont donc par défaut levés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : point 5-Cessation d'activité partielle

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/06/2022, article Art. R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, CESSATION D'ACTIVITE
Prescription contrôlée : Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-5 du même code, conformément aux dispositions du chapitre 3 du titre I du règlement de la zone UE du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 juillet 2013, l'usage à prendre en compte est le suivant : - soit constructions à usage industriel, commercial et artisanal ; - soit constructions à usage d'entrepôts et de bureaux. Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : - la vidange de toutes les capacités de stockage et l'évacuation des produits entreposés ; - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site ; - les interdictions ou limitations d'accès au site ; - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ; - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ; - en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.
Constats : C3 : L'exploitant n'a pas notifié au préfet la cessation des activités de stockage d'engrais solides, de stockage d'engrais liquides et de stockage de produits phytosanitaires au moins 3 mois avant celle-ci, accompagné des éléments définis au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées l'attestation de mise en sécurité des installations visée au III de l'article précité.

Observations : L'exploitant a indiqué ne pas avoir déposé de dossier de cessation partielle d'activité pour le magasin d'engrais solide, pour le stockage d'engrais liquide et pour le bâtiment de produits phytosanitaires.

Le jour de la visite, le magasin d'engrais solides et l'aire de stockage d'engrais liquides n'étaient pas encore démolis.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le magasin d'engrais solide n'était plus exploité. 2 cases servaient au stockage de déchets de poussières.

L'inspection n'a pas pu vérifier l'arrêt d'activité du stockage d'engrais liquide puisqu'aucune jauge n'est installée sur les cuves et que les équipements ne sont pas déconnectés. L'exploitant affirme que l'activité engrais liquides est bien arrêtée sur ce site.

Le bâtiment de produits phytopharmaceutiques sera conservé et réhabilité. Il servira d'atelier de maintenance. L'inspection a constaté la présence d'un chargeur et d'une activité de maintenance dans ce bâtiment.

Un stockage de produits insecticides (produit TOPGRAIN classable en rubrique 4511 et produit K-Obiol ULV6 classable en 4510) pour l'activité de stockage de céréales était présent dans ce bâtiment le jour de la visite.

La cessation partielle d'activité est portée par la rubrique classée 2175. Cette cessation partielle d'activité n'a pas été notifiée au préfet par l'exploitant trois mois au moins avant celle-ci avec les éléments requis conformément au I et II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas transmis d'attestation de mise en sécurité des installations à l'inspection des installations classées conformément à l'article R. 512-39-1.III du code de l'environnement.

Cette cessation partielle d'activité et l'attestation de mise en sécurité des installations intégrera également la cessation des activités d'engrais solides (non classé (NC)) et du magasin phytopharmaceutique (NC).

A noter que compte tenu d'une pollution identifiée au droit des installations en cessation d'activités, l'exploitant devra établir et transmettre un mémoire de réhabilitation accompagné d'une attestation définis et dans les conditions prévues à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 5bis - Porter à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/06/2022, article Art. R. 181-46.II
Thème(s) : Situation administrative, porter à connaissance de modifications des installations
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : C4 : L'exploitant n'a pas porté à la connaissance, avant leurs réalisations, les modifications des installations du magasin d'engrais et du magasin de produits phytosanitaires avec tous les éléments d'appréciation. L'exploitant transmettra un dossier de porter à connaissance relatif à l'ensemble des modifications prévues sur ce site avec tous les éléments d'appréciation.
Observations : L'exploitant a modifié l'utilisation du magasin d'engrais. En effet, 2 cases sont utilisées pour stocker des poussières de céréales. De plus, le magasin de produits phytopharmaceutiques est désormais utilisé comme atelier de maintenance et stockage d'outils. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il est prévu la destruction de l'aire de stockage d'engrais liquides pour construire à la place un bâtiment de locaux sociaux pour le personnel. De même, le magasin d'engrais sera détruit et remplacé par une aire bitumée. Un permis de construire a été déposé au service d'urbanisme compétent reprenant les modifications précitées. L'inspection constate donc que l'exploitant a modifié ses installations sans en porter la connaissance à Madame la préfète du Loiret, avant leur réalisation. Il doit notamment justifier que la création de bureaux respectent les distances d'éloignement par rapport aux installations de stockage en vrac de céréales, conformément aux dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : point 6-plan de gestion pollution

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2020, article Art. 1.3
Thème(s) : Situation administrative, plan de gestion
Prescription contrôlée : Article 1.3.1. Etude historique et documentaire Une étude historique et documentaire est réalisée. Elle comporte : <ul style="list-style-type: none">- l'analyse historique du site, dont l'objectif est le recensement sur un lieu donné dans un temps défini des différentes activités qui se sont succédées sur le site, leur localisation, les procédés mis en œuvre, les pratiques de gestion environnementales associées, les matières premières, produits finis et déchets mis en jeu, le recensement des accidents survenus éventuellement au cours de la vie de l'installation, la localisation des éventuels dépôts de déchets, etc.. Le recours aux acteurs de la vie de l'entreprise (employés, retraités, etc...) est à envisager pour connaître les « pratiques non-écrites » en vigueur éventuellement dans l'entreprise ;- une étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution, qui permettra de préciser les informations propres au site étudié (hydrologie, hydrogéologie, habitat proche ou sur le site, usage de l'eau pour l'alimentation en eau potable ou l'irrigation, le constat éventuel de pollution

au travers de ces informations, etc..) dont les paramètres conditionneront les modes de transfert des polluants vers les cibles potentielles (habitat, sources d'alimentation en eau potable, ressource future en eau, etc...);

- une visite de terrain et de ses environs immédiats pour vérifier les informations recueillies au cours des étapes précédentes : état actuel du site, vérification des informations concernant l'environnement du site, constat éventuel sur place de la pollution, reconnaissance et identification des risques et impact, potentiels ou existants, éventuellement acquisition de données complémentaires.

Article 1.3.2. Diagnostics et investigations de terrain

Les investigations de terrain sont réalisées en fonction des résultats de l'étude historique et documentaire définie à l'article 1.3.1. ci-dessus.

Ces investigations portent sur les sols, notamment au droit des aires de déchargement et de chargement des engrais solides, des dépôts d'engrais solides, du stockage d'engrais liquides et des points de rejet des eaux pluviales n° 7, 8, 9 et 10. En fonction des conclusions de l'étude historique et documentaire, des investigations sont également menées sur les eaux souterraines. En tout état de cause, l'absence de contrôle des nappes d'eaux souterraines doit être dûment justifiée par l'exploitant.

Article 1.3.3. Propositions de mesure de gestion

Les éléments de diagnostic du site et des milieux, au travers de l'étude historique et documentaire, des données sur la vulnérabilité des milieux et de prélèvements sur le terrain, permettent d'identifier, de localiser et de caractériser les sources à l'origine des pollutions et, les voies de transfert possibles puis de caractériser les impacts de la source sur l'environnement. Sur cette base, l'exploitant est tenu de construire un schéma conceptuel. Sur la base de ce schéma conceptuel, l'exploitant propose les modalités qu'il compte mettre en oeuvre pour :

- assurer la mise en sécurité du site ;
- supprimer les sources de pollution les plus significatives (la non suppression de sources de pollution pourra être justifiée sur la base d'une démarche « coût-avantage » prenant en compte les enjeux économiques, environnementaux et sanitaires) ;
- gérer le site dans l'objectif de le rendre compatible avec son usage.

Chapitre 2

Echéance au 30/04/2022

Constats : C5 : L'exploitant n'a pas établi ni transmis le plan de gestion des pollutions identifiées du site de Nogent sur Vernisson dont l'échéance était au 30/04/2022.

Observations : L'exploitant a transmis un diagnostic de pollution suite à l'étude historique et aux investigations de terrain. Ce diagnostic mentionne des pollutions aux nitrates et ammonium notamment au droit des bâtiments d'engrais et localement aux hydrocarbures à l'emplacement d'anciennes cuves de fioul. Néanmoins l'exploitant n'a pas transmis de plan de gestion mentionnant notamment le bilan coût/avantage des solutions de dépollution et le caractère acceptable d'une pollution résiduelle en fonction des usages futurs.

Par ailleurs, ce plan de gestion devait être transmis au plus tard avant le 30/04/2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 7-Gestion suites visite 07/06/2019-plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 7.7.5

Thème(s) : Risques accidentels, plan d'intervention

Prescription contrôlée :

Des consignes écrites sont établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un

exemplaire.

Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Plan d'intervention

Un plan d'intervention est établi en concertation avec les services départementaux d'incendie et de secours. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du plan d'intervention. En cas de risque de conséquences à l'extérieur de l'établissement, l'exploitant prend l'attache du Maire de NOGENT SUR VERNISSON, de la SNCF et de la préfecture pour l'établissement des mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au plan d'intervention.

Ce plan d'intervention reprend les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence

rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Ces procédures d'intervention doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication :
 - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc...) susceptibles d'apparaître,
 - les mesures de protection définies à l'article 8.2.1. du présent arrêté,
 - les moyens de lutte contre l'incendie,
 - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.

Un exemplaire du plan d'intervention doit être disponible en permanence sur le site.

Le plan d'intervention est remis à jour au regard de l'analyse des enseignements à tirer des exercices effectués, à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Le plan d'intervention et les modifications notables successives sont transmis à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet de plan d'intervention.

Des exercices permettant de vérifier l'application de ces procédures et la gestion des situations d'urgence sont réalisés périodiquement (y compris avec le personnel intérimaire et saisonnier). Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu, accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : Pas d'écart constaté

Observations : L'exploitant a présenté le plan d'intervention qui est disponible sur site. Il a également présenté un compte rendu d'exercice du 15 juin 2021. Les scénarios des exercices ont été les suivants :

- Evacuation/Consigne incendie et isolement du réseau de collecte,
- Incendie Séchoir/Consigne feu de séchoir,
- Malaise à la tête d'élévateur.

Des mesures correctives ont été identifiées et mise en oeuvre notamment au travers d'une révision du plan d'intervention.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 8-Gestion suites visite 07/06/2019-ESP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/06/2022, article R.557-14-1
Thème(s) : Situation administrative, suivi en service des ESP
Prescription contrôlée : I. – Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression, définis aux articles R. 557-9-1 et R. 557-9-2, et des récipients à pression simples, définis aux articles R. 557-10-1 et R. 557-10-2, qu'ils soient ou non constitutifs d'un ensemble, et qui relèvent d'un au moins des points 1° à 6° ci-après : 1° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 1 dont le produit $PS \times V$ de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 50 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 200 bars ; 2° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 2 autre que la vapeur d'eau ou l'eau surchauffée, dont le produit $PS \times V$ de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 200 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 1 000 bars, et de ceux dont la pression maximale admissible est au plus égale à : a) 2,5 bars s'il s'agit d'appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; b) 4 bars pour les autres récipients ; 3° Les récipients de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée dont le produit $PS \times V$ de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 200 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre ; 4° Les générateurs de vapeur dont le volume V est supérieur à 25 litres ; 5° Les tuyauteries destinées à contenir un gaz du groupe 1, dont la dimension nominale est supérieure à DN 100 ou dont le produit $PS \times DN$ de la pression maximale admissible PS par la dimension nominale DN est supérieur à 1 000 bars, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 25 ; 6° Les tuyauteries destinées à contenir un gaz du groupe 2, y compris la vapeur d'eau et l'eau surchauffée, dont la dimension nominale est supérieure à DN 100 et le produit $PS \times DN$ de la pression maximale admissible PS par la dimension nominale DN est supérieur à 3 500 bars.
Constats : Sans objet
Observations : La pression de gaz naturel circulant dans la canalisation depuis le réservoir jusqu'au séchoir est de 300 mbar. Cette canalisation n'est donc pas un équipement sous pression ($PS < 0,5$ bar).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 9-Liste ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 6.III
Thème(s) : Situation administrative, liste ESP
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant transmettra la liste des équipements sous pression mise à jour suite au récent remplacement du récipient SEA n°2041418 de 2018.
Observations : L'exploitant a présenté une liste des ESP. Celle-ci mentionne l'ensemble des items demandés dans l'arrêté ministériel. L'exploitant doit préciser le régime de surveillance à savoir « avec » ou « sans plan d'inspection » au lieu du chapitre applicable aux équipements identifiés. L'exploitant a indiqué que le récipient SEA n°2041418 de 2018 a été remplacé le jour de la visite pour cause de défaillance de l'équipement. En conséquence, l'exploitant doit remettre à jour sa liste dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 10-plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant a présenté le plan des réseaux du site . L'inspection n'a pas de remarque particulière sur ce plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 11-Gestion suites visite 07/06/2019-état des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 2.1.1, 4.2.3 et 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, entretien et surveillance
Prescription contrôlée : Art.4.2.3

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure, par des contrôles appropriés et préventifs, de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Art. 2.11

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir, en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Art. 71

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels

Constats : C6 : En l'absence de travaux de réfection des réseaux de collecte des effluents, l'exploitant n'a pas pris les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de polluants dans l'environnement et la gestion des effluents afin de prévenir en toutes circonstances l'émissions de matières ou substances pour les intérêts prévus à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Observations : L'exploitant indique ne pas avoir mis en œuvre de mesures correctives suite au rapport de la société MEYER du 02/07/2018 sur l'état des réseaux.

Pour rappel, ce rapport mentionne les désordres suivants :

- 9 désordres de niveau 3 (Risque important pouvant évoluer),
- 7 désordres de niveau 4 (Risque potentiel),
- 1 désordre de niveau 5 (Risque modéré).

L'exploitant indique vouloir profiter de la réhabilitation du site pour rénover les réseaux notamment en partie centrale du site. Néanmoins, l'exploitant n'a indiqué aucun délai de mise en œuvre de ces travaux de réhabilitation.

En l'absence de travaux de réfection des réseaux de collecte des effluents à la suite des conclusions du rapport de la société MEYER dont l'état n'était pas jugé satisfaisant, l'exploitant n'a donc pas pris les dispositions nécessaires pour la gestion des effluents et des émissions de polluants dans l'environnement. Aucune disposition comprenant des mesures appropriées n'est prévue par l'exploitant pour des situations transitoires et dégradées en cas d'incident et d'accidents.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 12-Gestion suites visite 07/06/2019-antenne et relais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 7.3.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, antenne et relais
Prescription contrôlée : Les silos ne disposent pas de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sur leurs toits exceptés si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant a indiqué que l'antenne avait été bien démontée. L'inspection n'a pas constaté d'antennes installées sur les bâtiments du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 13-Gestion suites visite 07/06/2019-mise à la terre réservoir GPL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Art. 2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre des réservoirs
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. En particulier, « les réservoirs », à l'exception des réservoirs enterrés sous protection cathodique, sont mis à la terre par un conducteur dont la résistance est inférieure à 100 ohms. L'installation permet le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur « avec le réservoir
Constats : C7 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une mise à la terre opérationnelle des équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations), conformément aux règlements et aux normes applicables.
Observations : L'exploitant a indiqué ne pas être en mesure de justifier d'un contrôle de mise à la terre du réservoir de GPL. En effet, lors des visites des prestataires chargés de la vérification électrique des installations, l'enceinte où est située le réservoir de GPL n'est pas contrôlée. A noter que le réservoir GPL de 45 tonnes est situé à environ 30 m d'une déchetterie, à environ 45 m d'une voie ferrée en activité et à environ 60 m de la gare SNCF de Nogent sur Vernisson.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 14-Détection de gaz réservoir GPL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Art. 2. 13.A et 4.2.C
Thème(s) : Risques accidentels, Détection de gaz
Prescription contrôlée : Art. 2.13.A [...] En particulier la ventilation mécanique peut être remplacée par un ou plusieurs détecteurs contrôlant la teneur en gaz, placés judicieusement en fonction des caractéristiques du gaz à détecter, auxquels est asservi un dispositif d'arrêt des pompes dès que la teneur dépasse 25 % de la limite inférieure d'explosivité, et déclenchant dans ce cas une alarme. Ces détecteurs sont maintenus en bon état et vérifiés une fois par an. Une consigne décrit les actions à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection. [...] Art. 4.2.C [...] Ce système fixe d'arrosage est asservi à une détection gaz judicieusement implantée à proximité du réservoir. [...]
Constats : C8 : Les détecteurs de gaz implantés à proximité du réservoir de GPL ne font pas l'objet d'une vérification annuelle pour s'assurer de leur maintien en bon état. L'exploitant ne justifie pas de l'asservissement de l'arrêt des pompes à la détection de gaz et au déclenchement d'une alarme. L'exploitant ne justifie pas de l'asservissement du système d'aspersion à la détection de gaz.
Observations : L'exploitant a indiqué qu'aucune vérification des détecteurs de gaz n'est réalisée. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'un asservissement de l'arrêt des pompes. En effet, lors des visites des prestataires chargés de la vérification électrique des installations, l'enceinte où est située le réservoir de GPL n'est pas contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 15-Système d'aspersion réservoir GPL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Art. 4.2.C
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les moyens de secours sont au minimum constitués de : <ul style="list-style-type: none">- deux extincteurs à poudre ABC d'une capacité minimale de 9 kg et, pour les installations stockant plus de 35 tonnes en réservoirs aériens, d'un extincteur à poudre ABC sur roues d'une capacité de 50 kg ;- d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre. Cette capacité est appréciée pour l'ensemble du site, et les capacités extérieures peuvent être prises en compte dans la limite de la distance de 200 mètres fixée ci-avant ; [...] <ul style="list-style-type: none">- pour les réservoirs aériens autres que ceux de GNL de capacité déclarée supérieure à 35 tonnes, d'un système fixe d'arrosage du réservoir avec un débit minimum de 6 l/m²/min. Un film d'eau homogène sur l'intégralité de la surface du réservoir est obtenu. Ce système fixe d'arrosage est asservi à une détection gaz judicieusement implantée à proximité du réservoir. Ce système peut aussi être mis en route de manière manuelle à distance du réservoir. [...]
Constats : C9 : Le réservoir aérien de 45 tonnes de GPL ne dispose pas d'un système fixe d'arrosage opérationnelle. L'exploitant a déconnecté intentionnellement ce moyen de lutte contre l'incendie du réseau d'alimentation en eau.
Observations : L'inspection a constaté la présence dans l'enceinte du réservoir GPL de deux extincteurs fixes et d'un extincteur mobile sur roue. L'inspection n'a pas examiné leurs caractéristiques et conformités aux dispositions de l'arrêté ministériel. Un poteau incendie est situé à environ 100 m du réservoir. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un système fixe d'arrosage. Néanmoins, l'exploitant a indiqué que la tuyauterie aérienne comprise entre le système d'aspersion fixé sur le réservoir et la vanne située dans un regard au sol est fuyarde. L'exploitant a donc fermé la vanne d'alimentation en eau du système d'arrosage. Le réservoir n'est donc plus protégé par ce moyen de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 16-Gestion suites visite 07/06/2019-surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Art. 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : Pendant les heures d'ouverture, l'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation
Constats : C10 : L'exploitation du réservoir n'est pas effectué sous la surveillance directe ou indirecte d'une personne nommément désignée et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénient qu'elle présente.
Observations : L'exploitant indique qu'il y a toujours du personnel aux heures d'ouverture du site. Néanmoins, l'exploitant ne justifie pas de modalités de surveillance de réservoir de gaz. En effet, aucune surveillance particulière n'est réalisée par l'exploitant sur le réservoir de GPL.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 17-Echéance étude mise en conformité séchoir

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2020, article Chapitre 2
Thème(s) : Risques accidentels, Echéance
Prescription contrôlée : Art. 8.3.1., 8.3.2. et 8.3.3. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 août 2016 modifié Transmettre une étude technico-économique relative à la remise en état du séchoir. 31/03/2020 Mettre en conformité ou mettre à l'arrêt définitif le séchoir. 30/09/2020
Constats : En l'absence de pertinence de l'étude technico-économique, pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant indique ne pas avoir réalisé d'études technico-économique relative à la remise en état du séchoir puisqu'il précise que le séchoir est contrôlé intégralement chaque année par le prestataire SMES. Si nécessaire des travaux sont engagés. La dernière intervention de SMES a eu lieu le 10 mars 2022. Cette prescription découle du fait que les céréales ne sont pas nettoyées préalablement au séchage. L'exploitant indique ne pas constater d'usure accélérée du séchoir de Nogent par rapport au séchoir de Gondreville pour lequel les céréales sont nettoyées préalablement au séchage. Nota : Si l'exploitant constate une usure accélérée de son séchoir, l'étude technico-économique, et le cas échéant les travaux de mise en conformité, devront être réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 18-Echéance système aspersion séchoir

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2020, article Chapitre 2
Thème(s) : Risques accidentels, Echéance
Prescription contrôlée : Art. 8.3.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 août 2016 modifié Transmettre l'étude technico-économique relative à la mise en oeuvre d'un système d'aspersion raccordée à la colonne sèche existante (séchoir). 31/03/2020 Sous-réserve d'une faisabilité technico-économique, équiper le séchoir d'un système d'aspersion raccordée à une colonne sèche. 30/09/2020
Constats : C11 : L'exploitant ne justifie pas d'un système d'aspersion, raccordé à une colonne sèche, opérationnel protégeant le séchoir dont l'échéance des travaux était au 30/09/2020.
Observations : L'exploitant indique avoir installé un système d'aspersion sur le séchoir raccordé à une colonne sèche. Ce système devrait être opérationnel pour la campagne 2022. Il précise que les travaux sont en cours de finalisation. Il manque le raccordement au réseau d'alimentation en eau et le raccordement électrique du système d'aspersion. L'inspection a constaté en pied de séchoir des tuyauteries faisant référence à un système d'aspersion. Néanmoins, le délai de réalisation des travaux est échu depuis le 30/09/2020.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 19-Entretien et contrôle périodique séchoir

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2020, article Art. 8.3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et contrôles périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations font l'objet d'un programme d'entretien, de contrôle et de maintenance (automatismes, régulation, brûleurs, ventilateurs, systèmes d'extraction des grains ...) décrit par une procédure spécifique qui mentionne notamment la fréquence de ces opérations.</p> <p>Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>A la fin de la campagne de séchage ou avant la mise en route du séchoir, il doit être procédé à un nettoyage soigné de leur colonne sécheuse et de leurs accessoires (systèmes de dépoussiérages, caissons d'air, fourreaux, parois chaudes...).</p> <p>Ces opérations sont renouvelées chaque fois que cela est nécessaire, notamment pendant la campagne de séchage, et si nécessaire lors d'un changement de produits à sécher, notamment les oléagineux.</p> <p>Sauf impossibilité, les céréales ou les grains à sécher sont préalablement nettoyés de façon correcte avant leur introduction dans les séchoirs. Les impuretés telles que rafles, feuilles, débris, végétaux, sont éliminées par un émotteur-épurateur et, si nécessaire, par un nettoyeur-séparateur d'une capacité de traitement adaptée à la capacité de séchage. Les produits susceptibles d'être en cours de fermentation ne sont pas introduits dans les séchoirs</p>
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations : L'exploitant indique ne pas avoir de procédure propre sur le programme d'entretien de contrôle et de maintenance du séchoir. Ce contrôle est réalisé par le prestataire SMES. Le rapport de vérification du 10/03/2022 établi par la société SMES, présenté par l'exploitant reprend l'ensemble des items prévus par l'arrêté. L'intervention de SMES est annuelle.</p> <p>L'exploitant indique ne pas posséder de registre spécifique au suivi des travaux réalisés sur le séchoir Néanmoins, l'exploitant précise que les factures font office de suivi des travaux suite au programme d'entretien.</p> <p>Par ailleurs une GMAO est en cours de déploiement sur les sites CAPROGA qui permettra un suivi et un enregistrement informatisé de ces travaux</p> <p>L'exploitant a présenté le registre de nettoyage. Ce dernier mentionne un nettoyage du séchoir en janvier 2022 sur 3 semaines. Par ailleurs, l'exploitant précise que le séchoir est nettoyé avant la campagne et puisque le site de Nogent ne séchant que du maïs, il est peu probable que le séchoir soit nettoyé entre deux produits.</p> <p>Compte tenu du fait que la manutention du maïs produit une quantité importante de fines, l'exploitant pourrait utilement prévoir un nettoyage du séchoir lors de la campagne de séchage de cette céréale.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : point 20-entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2020, article Art. 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Le personnel est formé à l'utilisation de ces matériels. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants, selon la fréquence définie ci-dessous : Extincteur : Annuelle Colonne sèche : Annuelle Installations de désenfumage : Annuelle
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs réalisé par SICLI le 31 janvier 2022. Pas d'écart relevé dans le rapport L'exploitant a présenté un contrôle des colonnes sèches par la société MOREAU. Il y a deux colonnes sèches sur le site. Aucune anomalie n'est mentionnée dans le rapport La prescription relative au désenfumage est obsolète puisqu'associée au magasin d'engrais solides qui n'est plus exploité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 21-asservissement aspiration/manutention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 8.2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dépoussiérage des équipements
Prescription contrôlée : Un système d'aspiration avec filtre déporté, implanté en tête de silo, équipe chaque transporteur à bande. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.
Constats : Conforme
Observations : L'inspection a demandé de réaliser un test de double asservissement aspiration/manutention. Le test a été réalisé au niveau silo 3. Le circuit testé est silo 3/transporteur à bande TB11/silo 1. Lorsque l'aspiration se coupe, la manutention se coupe. En l'absence d'aspiration, la manutention est en défaut et ne démarre pas. Le test est concluant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 22-Inspection et requalification périodique du réservoir de GPL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 15 et 18

Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique des ESP

Prescription contrôlée :

Art. 15 Inspection périodique

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

[...]

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Art. 18 requalification périodique

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

[...]

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Constats : Pas d'écart constaté relevant de la responsabilité de l'exploitant ICPE

Observations : L'inspection a examiné uniquement les documents relatifs au réservoir de GPL.

L'exploitant a présent le dernier compte rendu d'inspection périodique du 06/05/2020 établi par Antargaz.

A la lecture de ce livrable, l'ensemble des opérations demandées par l'article 16 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 ne sont pas mentionnés à savoir :

- conclusions de la vérification extérieure,
- justification de l'absence de visite intérieure,
- absence de mention de la vérification des accessoires de sécurité et notamment du tarage des soupapes en adéquation avec la pression de service de l'équipement,
- absence de mention de la présence du dossier d'exploitation lors du contrôle.

Cet écart est de la responsabilité de l'exploitant ESP à savoir ANTARGAZ.

L'exploitant a présenté l'attestation de requalification périodique du 18/03/2015 établi par l'APAVE. L'inspection n'a pas de remarque sur cette attestation.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le réservoir avait un taux de remplissage de 27 %. L'équipement présentait visuellement un bon état extérieur.

L'inspection a constaté la présence de 4 soupapes dont 2 seulement ont pu être examinées par manque d'accessibilité. Ces dernières mentionnent une pression de tarage de 16 bar. Les accessoires de sécurité examinés sont correctement tarés pour protéger l'équipement.

L'inspection a également examiné la plaque réglementaire. Cette dernière mentionne :

PS :16 bar

V : 100 450 l

N° : 2894

PE : 24 bar

Date de fabrication : 14/11/1995

Dates de requalification et poinçons tête de cheval : 13/04/2005 et 18/03/2015.

A noter que l'attestation de requalification mentionne une température de service TS de -20/+40 °C.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet